

GESTION DE LA GRIPPE A/H1N1

# Les incohérences de Barkat

**Le ministre de la Santé a déclaré, jeudi, aux membres de la commission de la santé de l'APN, que l'Algérie avait reçu, la veille, un nouveau lot de vaccins contre la grippe A/H1N1 fourni par GlaxoSmithKline. Une situation plutôt étonnante puisque le contrat entre les deux parties stipule que les livraisons doivent être suspendues tant que les autorités algériennes n'ont pas délivré d'autorisation de mise sur le marché.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - L'Algérie a-t-elle ou non délivré d'autorisation réglementaire pour la mise sur le marché du vaccin contre la grippe A/H1N1 ? La question mérite d'être posée.

Jeudi, lors de son passage devant les membres de la commission permanente de la santé de l'Assemblée populaire nationale, Saïd Barkat, a annoncé que l'Algérie avait reçu une nouvelle quantité de doses. «Nous avons réceptionné hier (mercredi) 631 000 doses de vaccin contre la grippe porcine, ce qui fait que nous disposons actuellement de 1 310 000 doses», avait alors indiqué le ministre de la Santé devant les parlementaires.

Pourtant, aucun nouveau lot de vaccin n'aurait dû être livré par GlaxoSmithKline puisque – théoriquement – les autorités sanitaires algériennes n'ont toujours pas délivré d'autorisation réglementaire de mise sur le marché. Une disposition consignée noir sur blanc dans le contrat négocié par le ministère de la Santé et co-signé par l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) et le laboratoire pharmaceutique GSK.

En effet, l'article 4.2 précise que l'IPA dispose d'un délai de 7 jours pour notifier à GSK la confirmation de l'octroi d'une autorisation temporaire de mise sur le marché.

Auquel cas, l'obligation de GlaxoSmithKline de «fournir le vaccin pandémique à l'IPA sera suspendue durant un nombre de jours égal au nombre de jours écoulés entre la date de notification et la date d'octroi de l'autorisation réglementaire.

Dès la délivrance de l'autorisation réglementaire, GSK doit amender et notifier à l'IPA le nouveau programme prévu de la livraison et modifier le calendrier (art 4.2 b)».

Il est utile de préciser que dans ce cas de figure, les mesures contractuelles qui lient les deux parties sont très strictes.

«En attendant la délivrance de l'autorisation réglementaire, GSK peut réaffecter le volume de vaccin pandémique fabriqué préalablement à l'octroi de l'autorisation à d'autres clients.»

A terme, le risque pour l'Algérie étant de ne pas recevoir la totalité de sa commande et de la voir distribuée à d'autres pays.

D'où l'introduction de la clause suivante : «Pour éviter tout doute, l'IPA est tenu d'acquiescer le volume de vaccin pandémique de GSK, nonobstant le retard de livraison et conformément aux dispositions du présent paragraphe (b)».

Les retards enregistrés dans la délivrance de l'autorisation de mise sur le marché entraînant l'arrêt des livraisons, les risques que pourraient entraîner le stockage des doses de vaccins et les frais inhérents à une telle opération seront à la charge exclusive de l'Institut Pasteur d'Algérie. L'IPA doit demander à GSK «de prendre en charge le stockage des vaccins pandémiques au niveau de toute installation de stockage que GSK estime appropriée dans l'attente de l'octroi de l'autorisation réglementaire.

Un tel stockage sera aux seuls risques de l'IPA, et GSK



Photo : Samir Sid

ne doit pas être tenue responsable ou tenu envers l'IPA de toute perte ou endommagement du vaccin pandémique au cours de cette période de stockage (...). L'IPA doit payer à GSK les frais et dépenses engagés par GSK et ses filiales dans le cadre d'un tel stockage, dans les trente jours suivant la réception de la facture de GSK ou ses filiales pour ces frais et dépenses, émis de temps à autres (4.2.c)».

On comprendra que l'application de ces clauses ne fera

qu'alourdir la facture de 73 millions d'euros que doit payer l'Etat pour protéger les Algériens contre la grippe A/H1N1. Tout ceci bien sûr sans aucune garantie du laboratoire pharmaceutique GlaxoSmithKline.

Actuellement, il est impossible de savoir si les autorités sanitaires ont délivré ou non une autorisation de mise sur le marché à GSK tant la gestion de ce dossier inextricable se déroule dans une opacité totale. Théoriquement, la délivrance

de ce document saurait avoir lieu du moment que les trois laboratoires chargés du contrôle du vaccin n'auront pas confirmé son innocuité.

Et en déclarant, jeudi, à l'APN, que les laboratoires algériens (l'Institut Pasteur d'Algérie, le Laboratoire de toxicologie d'Alger et le Laboratoire de contrôle des produits pharmaceutiques) assument une responsabilité «absolue» dans le processus de contrôle, Saïd Barkat ne fait que dégager la responsabilité

de son département dans la gestion de ce dossier.

Pourtant, les incohérences dans ses déclarations prouvent le contraire.

Selon les explications présentées aux députés par le ministre de la Santé, la batterie d'analyses entreprises par les trois laboratoires nécessite «une période inévitable qui dure entre 14 à 21 jours et passe par plusieurs opérations». Une affirmation qui va à contresens des déclarations précédentes de ce même ministre qui avait annoncé que la campagne de vaccination débuterait 48 heures après la réception du premier lot. Ce dernier ayant été livré le 7 décembre, la vaccination aurait dû être lancée vers le 10 décembre.

A ce moment précis, il n'était pas question de contrôles et d'analyses a posteriori qui pourraient s'étaler sur «21 jours». La délivrance par l'Institut Pasteur d'Algérie de la mise sur le marché du vaccin fourni par GSK ne devait être qu'une simple formalité. Mais la mort des cobayes lors des tests effectués au niveau de l'IPA sur le premier lot de vaccins a vraisemblablement faussé les prévisions du département de Saïd Barkat qui, rappelons-le, a négocié seul le contrat avec le laboratoire britannique.

T. H.

## MALGRÉ LES AFFIRMATIONS DU MINISTÈRE, LE MÉDICAMENT TOUJOURS INTROUVABLE

# Recherche Tamiflu désespérément

**Officiellement, le médicament antiviral Oseltamivir, ou Tamiflu, devait commencer à être distribué hier, gratuitement, sur ordonnance, dans toutes les officines. Cependant, il semblerait que l'opération d'approvisionnement des pharmacies en ce médicament traîne, tout autant que le lancement de la campagne de vaccination.**

**Salima Akkouche – Alger (Le Soir)** – En attendant le lancement de la campagne de vaccination contre le virus de la grippe A/H1N1, le ministère de la Santé, partant du principe que 99 % des syndromes grippaux sont ceux de la grippe porcine, a décidé que le traitement antiviral contre cette pathologie ne doit pas être réservé uniquement aux personnes présentant une forme de grippe sévère. Ainsi, à toute personne présentant des symptômes grippaux, il doit être systématiquement prescrit le Tamiflu. Officiellement, ce médicament peut être obtenu sur prescription médicale, gratuitement, en pharmacie, depuis samedi. Selon les déclarations de Barkat, toute personne justifiant d'une ordonnance peut se procurer cet antiviral. Cependant, lors de notre virée, hier, dans différentes officines d'Alger, il s'est avéré qu'aucune d'entre elles ne disposait de ce médicament. A la rue Hassiba-Ben-Bouali comme à la rue Didouche-Mourad, à la place du 1<sup>er</sup>-Mai comme à Belouizdad, la réponse était la même : «Nous n'avons rien reçu !» Concernant la distribution des masques, qui ont fait l'objet de déclarations du même type que pour le Tamiflu, les réponses sont identiques. «Nous n'avons rien reçu. Les propos attestant la disponibilité des masques, nous les entendons à la télévision, nous les lisons dans les journaux, mais en réalité, les officines ne disposent pas de masques, encore moins de



Photo : Samir Sid

médicament du type Tamiflu», nous a assuré le gérant d'une pharmacie. «Nous avons entendu dire que le Tamiflu nous serait distribué à partir d'aujourd'hui (samedi), mais jusqu'à présent, rien ne nous a été fourni», a, pour sa part, soutenu la vendeuse d'une pharmacie sise à la rue Hassiba-Ben-Bouali. «Nous avons appris, comme tout le monde, que le Tamiflu serait disponible à partir d'aujourd'hui (samedi), mais il ne faut pas croire tout ce qui se dit», a estimé une autre vendeuse. Pourtant, selon les pharmaciens, des patients se présentent chez eux avec des ordonnances prescrivant ce médicament. Des patients à qui les pharmaciens se trouvent dans l'obligation de répondre que, malheureusement, ce médicament n'est pas encore disponible. S'agit-il d'un problème de rupture de stocks ? Visiblement non, puisque le ministre de la Santé n'a eu de cesse de rappeler que l'Algérie disposait d'un stock important. «Le Tamiflu est recommandé pour le traitement de toutes sortes de syndromes

grippaux et est déjà disponible gratuitement au niveau des structures de santé publiques et privées», a rappelé Barkat. Ce dernier a précisé qu'un total de 6,5 millions de boîtes d'Oseltamivir, de dosage pour adulte, ont été importées, ainsi qu'un million de boîtes fabriquées par le groupe Sidal, sachant qu'une seule boîte représente un traitement complet pour une personne. Pourquoi tant de confusion au niveau du ministère de la Santé ? S'agit-il d'une défaillance dans l'organisation, ? Ou alors les autorités sanitaires voudraient-elles démontrer qu'elles ont pris toutes les mesures nécessaires pour contenir la pandémie, en versant dans des déclarations non vérifiées ?

Toutefois, si selon le département de Barkat, la campagne de vaccination reste tributaire du certificat de conformité – que les laboratoires en charge du contrôle tardent à délivrer –, pourquoi le calendrier de la distribution du Tamiflu n'est pas non plus respecté ?

S. A.

## GRIPPE PORCINE

# 42 décès et 687 cas confirmés

La grippe porcine a encore fait des victimes. Le dernier bilan de la situation épidémiologique fait état de 3 nouveaux décès et de 54 nouveaux cas confirmés. L'Algérie comptabilise, au total, 42 décès et 687 cas confirmés de grippe A/H1N1. Un pic est prévu pour la première semaine du mois de janvier. La tendance de la pandémie de grippe A/H1N1 est toujours à la hausse. La progression est alarmante. En effet, aucun jour ne passe sans que des morts et des cas liés à cette pathologie soient confirmés. Le bilan en est actuellement à 42 décès et 687 cas confirmés.

Mais des milliers d'autres cas, des personnes traitées à domicile, ne sont pas pris en compte dans ce bilan, selon les estimations du département de la santé. La propagation du virus s'intensifierait donc intensément à travers le pays. Selon les données du ministère, le nombre de cas de grippe A cumulés durant le mois de novembre est de 70 000. Cela correspondrait à un taux de près de 234 cas pour 100 000 habitants, pour le même mois. Si l'on se réfère aux années antérieures, les taux sont dans leur phase ascendante, avec un premier pic dans la première semaine du mois de janvier 2010. Cependant, seul le maintien d'une bonne hygiène (utilisation de mouchoirs jetables pour tousser, éternuer, se moucher, lavage correct des mains, au savon liquide de préférence, plusieurs fois par jour notamment en rentrant à la maison et avant chaque repas...) permettrait de réduire les risques de transmission du virus de la grippe A/H1N1.

Le ministère de la Santé rappelle que toute personne affectée par une forte fièvre, une toux, des courbatures ou une grande fatigue est invitée à appeler le numéro vert 3030 ou consulter la structure de santé la plus proche.

S. A.